

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de PUISSALICON

**DOSSIER : N° DP 034 224 25 00053**

Déposé le : **01/12/2025**

Dépôt affiché le : **01/12/2025**

Demandeur : **SAS THIERRY TOITURES**

Nature des travaux : **réfection de la toiture.**

Sur un terrain sis à : **17 rue des Aires à  
PUISSALICON (34480)**

Référence(s) cadastrale(s) : **B 1906**

**ARRETE N° 2026-4**  
**de non-opposition avec prescriptions à une déclaration**  
**préalable au nom de la commune de PUISSALICON**

**Le Maire de la commune de Puissalicon,**

Vu la déclaration préalable présentée le 01/12/2025 par la SAS THIERRY TOITURES,  
Vu l'objet de la déclaration :

- pour réfection de la toiture ;
- sur un terrain situé 17 rue des Aires à Puissalicon (34480) ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants ;

Vu le PLUi des Avant-Monts approuvé en date du 12/01/2026 et opposable en date du 29/01/2026 ;

Vu l'avis favorable du Service Régional de l'Archéologie en date du 08/12/2025 ;

Vu l'avis favorable avec réserve de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 29/12/2025 ;

**Arrête**

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées ci-dessous.

**Article 2 :** 1) La couverture sera refaite à l'identique avec des tuiles creuses en terre cuite, dites " canal ", posées en courant et en couvert (pose à deux tuiles obligatoire). Seules ces tuiles à glissement sont autorisées, les tuiles à emboîtement ne sont pas adaptées dans le cas présent et elles sont incompatibles avec la corniche génoise en œuvre. Ces tuiles canal auront un aspect vieilli en parfaite harmonie avec les couvertures anciennes du voisinage. Il n'y aura pas de surélévation de cette toiture ni aucune autre modification. Tous les ouvrages de raccordement (faîtages, arêtières éventuels) seront exécutés en tuile canal maçonnée avec scellement au mortier de chaux. Les faîtages à sec avec des closoirs ventilés ne sont pas appropriés à ce type d'immeuble et ils doivent être écartés. L'emboîtement des tuiles du faîtage doit prendre en compte le sens du vent dominant. Les rives seront réalisées sans débord avec deux rangées de tuiles canal superposées. Les tuiles à rabat, les frontons de faîtières et les abouts d'arêtières arrondis sont à exclure. Pour la corniche génoise, procéder au nettoyage à l'eau et à la brosse, rejointoyer au mortier de chaux après dégarnissage des joints dégradés et humidification, restitution d'éventuelle lacune avec matériaux identiques. Les gouttières pendantes et descentes d'eau pluviales (EP) seront en zinc mât ou vieilli. Les descentes seront terminées par des dauphins en fonte.

Dans l'hypothèse de la pose d'un isolant sous toiture, celui-ci ne devra entraîner aucune modification des maçonneries de l'égout ou surélévation du niveau de toiture. La corniche génoise existante sera maintenue dans ses dispositions actuelles, avec les tuiles canal de courant en contact avec la corniche et sans aucune surépaisseur créée par un éventuel isolant entre les deux.

2) Pour un bon résultat, il est souhaitable de réutiliser des tuiles anciennes de bonne facture comme tuiles de couvert (tuile du dessus couvrante), avec des tuiles canal neuves en courant (tuile du dessous). Il appartient à l'entreprise de recourir à tout procédé agréé par les normes en vigueur pour garantir l'étanchéité.

**Article 3 :** Les travaux devront impérativement être réalisés conformément aux pièces écrites et plans annexés.

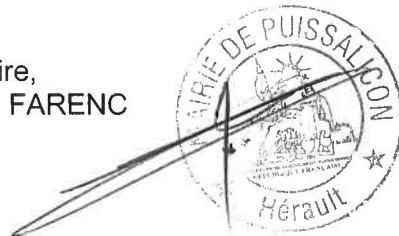
Le stationnement des matériaux nécessaires aux constructions devra se faire hors des voies et emprises publiques.

**Article 4 :** En application de l'article R 462-1 du Code de l'urbanisme, à l'achèvement des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme adresse au Maire de la commune ou dépose en ligne sur le guichet unique des Avant-Monts une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT).

Le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme déclarera également sur son espace " impôts.gouv.fr " rubrique " je gère mes biens immobiliers " l'achèvement des travaux.

Puissalicon, le 30/01/2026

Le Maire,  
Michel FARENC



Date de transmission au Préfet ou à son délégué  
(art. A. 424-14 du Code de l'urbanisme) : 30/01/2026

Date d'affichage en Mairie : 30/01/2026

**NOTA BENE :** - La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

- Le projet peut être soumis au versement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de l'autorisation :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le

régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers**

: elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.